



**Syndicat National Force Ouvrière  
des Finances Publiques  
Section du Finistère**

4, Square Marc Sangnier CS92839  
29228 BREST CEDEX 2  
Téléphone : 02.98.80.59.12 - 06.78.56.61.04

[fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:fo.ddfip29@dgfip.finances.gouv.fr)  
Site Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/029/>

**COMITE TECHNIQUE LOCAL 13 DECEMBRE 2016**  
**DECLARATION LIMINAIRE**

Madame la Présidente,

**F.O.- DGFIP** commencera par évoquer la mobilisation des agents du Finistère le 15 novembre dernier, ou près de 30 % d'entre eux avaient manifesté par la grève, leur opposition aux réformes en cours ainsi qu'à la politique d'austérité gouvernementale qui désigne prioritairement les services de la DGFIP comme variable d'ajustement budgétaire.

Cette politique, qui se traduit par un empilement et une accélération sans précédent de réformes en tous genres, se conjugue avec une diminution constante des moyens, un manque de reconnaissance et une réduction significative des perspectives de carrières des agents ;

Dans un tel contexte, le taux de grévistes élevé à la DGFIP le 15 novembre 2016, ne peut que traduire un malaise persistant que les responsables politiques et ceux de la haute administration feraient bien de prendre en considération.

Madame la Présidente, les personnels des Finances Publiques en ont marre d'être sacrifiés !

Sur le terrain, au quotidien, les agents de la DGFIP sont confrontés aux besoins de la population et des partenaires locaux, demande qui est de plus en plus forte et exigeante.

En réponse à ces enjeux, le pouvoir politique et ses exécutants, n'ont de cesse que de concevoir des mesures visant à regrouper et à fermer les services, pour tenter de pallier aux réductions d'effectifs, sans jamais mettre sur la table le début d'une évaluation et d'un recensement objectif des charges de travail.

Pour **F.O.- DGFIP**, s'il suffisait de regrouper les services et de réduire le niveau de la dépense pour être efficace, notre administration aurait atteint des sommets, or nous constatons, au contraire, que l'exercice des missions se dégrade actuellement à la DGFIP.

Ce manque d'ambition et de stratégie, apparaît désormais clairement aux yeux de tous, et ce constat, Madame la Présidente, génère à la fois une perte de sens et de confiance ainsi qu'un mal être profond qui tend à se généraliser dangereusement parmi les personnels.

Certes, vous nous répondrez que la dématérialisation, le travail à distance, les processus d'industrialisation, voire d'externalisation de certaines missions, sont autant de pistes susceptibles d'améliorer les choses.

Malheureusement, l'affaiblissement constant des ressources de la DGFIP ces dernières années est tel, que ces réformes n'apportent pas les améliorations attendues. Elles génèrent, au contraire bien souvent, des difficultés supplémentaires pour l'exercice des missions et pour les conditions de travail des collègues, tout en dégradant le service public rendu à l'utilisateur.

C'est dans ce contexte, que va se tenir aujourd'hui le Comité technique local de la DGFIP du Finistère dont l'ordre du jour porte sur la déclinaison départementale des suppressions d'emplois qui seront infligés aux agents et aux services en 2017.

Madame la Présidente, **FO DGFIP29**, n'a pas souhaité aujourd'hui vous laisser le champ libre, et a considéré que sa présence était nécessaire pour s'opposer à des orientations qui ne manqueront pas de porter gravement atteinte à l'avenir de nos services.

Ce nouveau plan social prévoit, en effet, pas moins de 28 suppressions d'emplois qui ne manqueront pas d'impacter lourdement le fonctionnement des services et les conditions de travail des agents.

Pour cette année 2017, vos documents préparatoires précisent que le volume des suppressions d'emplois aurait dû être de 34 emplois mais que c'est grâce à une attribution exceptionnelle de 6 emplois au titre du prélèvement à la source qu'au final les suppressions d'emplois 2017 ne dépassent pas celles de 2016 (-33) !

**F.O.- DGFIP** et les personnels ne sont bien évidemment pas dupes et ne peuvent se satisfaire de ces « renforts » qui sont en fait des emplois non supprimés !

Nous reviendrons, en séance, sur vos arbitrages dont certains sont les conséquences de restructurations décidées cette année pour 2017. D'autres orientations en revanche pourraient préfigurer le repli de certaines missions vers les centres urbains et leur abandon des territoires.

**F.O.- DGFIP** maintient que le repli généralisé des services de l'État et notamment ceux de la DGFIP, constitue une grave menace en raison des déséquilibres occasionnés en terme d'accès au service public pour les populations. Nous le répétons, le numérique ne résout pas tout, et ne garantit pas une meilleure qualité de service.

Comme le souligne notre Secrétaire Général, Jean Claude MAILLY, l'austérité est triplement suicidaire ; économiquement, socialement et à terme démocratiquement, le terme n'étant peut-être plus très loin.